

**Assemblée générale**

Distr. générale
10 juillet 2012
Français
Original: espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-troisième session,
30 avril-4 mai 2012**

N° 10/2012 (Nicaragua)

Communication adressée au Gouvernement le 24 février 2012

Concernant: M. Jason Zachary Puracal

**Réponse du Gouvernement: Le Gouvernement n'a pas répondu au Groupe de travail
dans le délai prescrit.**

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États

intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. L'affaire évoquée ci-dessous a été présentée au Groupe de travail sur la détention arbitraire comme suit:

4. M. Jason Zachary Puracal, âgé de 34 ans, ressortissant des États-Unis d'Amérique, résidant au Nicaragua, marié à une Nicaraguayenne étudiante en droit, père d'un enfant âgé de 4 ans, domicilié à San Juan del Sur (département de Rivas), ancien étudiant de l'Université de Washington, concessionnaire d'une agence franchisée de la société immobilière RE/MAX, a été arrêté le 11 novembre 2010 à San Juan del Sur par des agents de la Police nationale du Nicaragua qui s'étaient présentés à son bureau masqués et munis de fusils AK. Les agents ont fouillé les lieux et confisqué différents documents sans avoir présenté un mandat judiciaire de perquisition.

5. Il est dit que M. Puracal s'est rendu au Nicaragua en 2002 en tant que volontaire du Peace Corps. À la fin de son service, il a acheté une agence franchisée de la société RE/MAX (RE/MAX Horizons) conjointement avec trois autres ressortissants des États-Unis d'Amérique. M. Puracal est un agent de cette société.

6. Après avoir fouillé le bureau de M. Puracal, les agents perquisitionnèrent son domicile sans présenter dans ce cas non plus le mandat judiciaire requis, et ce, alors que la mère de M. Puracal, âgée de 65 ans, et son fils mineur étaient en train de dormir. Les agents de police restèrent six heures durant dans le domicile de M. Puracal. Ce dernier fût ensuite conduit dans un poste de police où il fut gardé en détention. Vingt-quatre heures après son arrestation, le 12 novembre 2010, le juge Diógenes Dávila émit un mandat d'arrêt rétroactivement.

7. M. Puracal a été privé du droit de contacter un avocat après son arrestation. Il a été interrogé pendant trois jours sans la présence d'un avocat en dépit de ses demandes répétées de communiquer avec un défenseur. Trois jours après l'arrestation, le procureur a inculpé M. Puracal ainsi que 10 citoyens nicaraguayens des délits de trafic international de drogue, de blanchiment d'argent et d'association avec le crime organisé. M. Puracal affirme ne pas connaître les autres accusés.

8. Selon la source, en dépit de ce que le Code de procédure pénale du Nicaragua dispose que nul ne peut être détenu pendant plus de six mois sans être présenté devant un tribunal, c'est bien ce qui se produisit dans le cas de M. Puracal qui fût gardé en détention sans procès jusqu'au 6 août 2011, c'est-à-dire durant neuf mois. Le procès a été reporté à plusieurs reprises à la demande du ministère public, lequel n'a jamais expliqué les raisons de ses demandes de report. Avant son procès, M. Puracal a été privé de son droit de s'entretenir avec un avocat en vue de préparer sa défense.

9. Le jugement a été reporté à plusieurs reprises. Le 29 août 2011, les 11 accusés ont été condamnés sommairement. M. Puracal a été condamné à une peine de vingt-deux ans de prison par le juge suppléant du district pénal de Rivas, Kriguer Alberto Artola Narváez, qui l'a déclaré coupable des délits de blanchiment d'argent, de trafic international de drogue et d'association avec le crime organisé en application des articles 282, 359 et 393 du Code pénal de la République du Nicaragua (loi n° 641).

10. L'achat par RE/MAX de l'exploitation agricole El Petén (Panstasma), au nord de Jinotega, a été considéré comme la preuve de l'opération de blanchiment d'argent et de l'appui logistique fourni au narcotraffic. Il est dit qu'au cours du procès, le juge Artola Narváez, qui ne serait titulaire d'aucun diplôme de droit, n'a accepté ni les diverses preuves présentées par l'avocat de M. Puracal ni les dépositions faites à sa décharge, et a même rejeté le témoignage du député Alejandro Ruíz Jirón. Il n'a pas non plus accepté les enregistrements vidéo et les conclusions d'experts présentés par la défense. Les avocats de la défense n'ont pas été autorisés à interroger les témoins à charge cités par le ministère public.

11. M. Puracal n'a pas reçu notification du jugement. Son avocat a dû recourir devant le tribunal pour exiger la notification qui lui a été adressée récemment le 21 septembre 2011. M. Puracal a alors fait appel contre le jugement mais le juge Artola Narváez a refusé de l'examiner. Ce n'est que le 19 décembre 2011 que l'appel devant le Tribunal supérieur de Granada a été accepté.

12. Entretemps, M. Puracal est incarcéré dans la section de haute sécurité du «système pénitentiaire de Tipitapa, La Modelo», où il partage une cellule avec sept condamnés. Pendant son internement dans ce centre de détention, il n'a été autorisé à recevoir qu'une seule visite d'un membre de sa famille. Ses entretiens avec son avocat se déroulent en présence d'un gardien et ne sont donc pas confidentiels; ils ne durent tout au plus que trente minutes. En prison, il se serait gravement brûlé en tentant de faire bouillir de l'eau en vue de la rendre potable; il n'aurait pas reçu les soins médicaux nécessaires.

13. La source estime que la détention de M. Puracal pendant plus de quinze mois sans avoir la possibilité d'exercer son droit à une procédure régulière est arbitraire. Après son arrestation, il s'est vu refuser le droit de contester la légalité de sa détention et de faire des recours. Au cours du procès, ses droits de présenter des preuves, de faire procéder au contre-interrogatoire des témoins à charge et de faire appel, entre autres, ont été violés.

14. S'agissant du délit de blanchiment d'argent, les seuls éléments présentés par le ministère public contre M. Puracal sont ceux qui ont été trouvés dans son bureau au cours de la perquisition de ce dernier. La source affirme cependant que ces documents ne prouvent pas la commission d'un quelconque délit. L'expert du ministère public, Victoriano Zepeda, a affirmé que des preuves de l'existence de transferts de sommes d'argent ou de relations financières entre M. Puracal et les autres accusés n'ont pas été trouvées. Pas plus que des preuves montrant que M. Puracal aurait acheté des biens au nom de l'entreprise RE/MAX pour le compte de l'autre accusé, Manuel Antonio Ponce Espinosa.

15. On n'a pas non plus trouvé une quelconque preuve permettant d'établir que M. Puracal a aidé l'autre accusé, Ponce Espinosa, à blanchir de l'argent en utilisant la société RE/MAX pour acheter les exploitations agricoles Las Nubes, de San Juan del Sur, et El Petén, de Jinotega. Le ministère public a dû retirer sa plainte selon laquelle M. Puracal avait aidé Ponce Espinosa à investir dans le restaurant Carín, de San Juan del Sur, lorsqu'il a été démontré que M. Puracal n'avait participé à aucune de ces opérations. Le ministère public a également retiré toute référence à ces exploitations agricoles après avoir visionné un enregistrement vidéo dans lequel le Président de la République, au cours d'une visite, a présenté l'exploitation agricole El Petén comme un modèle de développement durable.

16. Le juge n'a pas accepté diverses preuves présentées par la défense qui auraient démontré la faiblesse des accusations du ministère public concernant le blanchiment d'argent. Ainsi, à titre d'exemple, il n'a pas voulu reconnaître que les cachets des services d'immigration montraient que la visite que l'épouse et le fils de M. Puracal avaient effectuée au Costa Rica en 2010 était un voyage de vacances. Les cachets de l'immigration concernant M. Puracal ont démontré le caractère douteux des versions présentées par les fonctionnaires de police qui avaient déclaré qu'il s'était rendu également dans le pays susmentionné en 2009. Le témoignage de la comptable de l'entreprise RE/MAX n'a pas été non plus accepté parce qu'il a été considéré comme étant hors sujet, alors qu'il aurait démontré que les opérations de la société étaient ouvertes et transparentes.

17. Les accusations de trafic international de drogue sont encore moins fondées. Les perquisitions menées dans le bureau, le domicile et la camionnette de M. Puracal et les expertises effectuées en novembre 2010 à l'aide du détecteur VaporTracer n'ont permis de recueillir aucune preuve de la présence de drogue. Le ministère public a néanmoins affirmé que les tests effectués ultérieurement avec le VaporTracer ont démontré l'existence possible de résidus de cocaïne, «avec une probabilité de 70 %», dans la camionnette de M. Puracal. L'avocat de M. Puracal n'a pas été autorisé à examiner les tests en question, dont ni la date ni le lieu de la réalisation n'ont été précisés. En tout état de cause, ces examens n'ont pas permis de confirmer la commission d'un délit de trafic international de drogue, sinon, tout au plus, un éventuel délit de consommation. La source ajoute que la fiabilité des tests au VaporTracer a été mise en doute aux États-Unis d'Amérique. Il signale en outre qu'étant donné qu'il n'existe qu'un seul appareil de ce type au Nicaragua, il lui est impossible d'obtenir la réalisation d'une contre-expertise indépendante.

18. Les accusations d'association avec le crime organisé n'ont pas été non plus prouvées. Elles reposent sur le témoignage du fonctionnaire de police Berman Antonio Morales Castillo qui a affirmé qu'un informateur anonyme aurait signalé que M. Puracal aurait rencontré un autre accusé dans une maison de Rivas. Le juge a refusé d'entendre le témoignage du propriétaire de cette maison. Un autre fonctionnaire de police, Byron Stanley Alfaro Traña, qui aurait eu plusieurs entretiens avec le juge au cours du procès, a déclaré qu'un autre informateur anonyme, dont il se souvenait seulement du surnom, «El Diablito», avait affirmé avoir vu ensemble M. Puracal et un autre accusé dans le bureau de la société RE/MAX à San Juan del Sur. Là s'arrêtaient les preuves.

19. La source émet de sérieux doutes quant à la possibilité que le recours contre la condamnation puisse être réexaminé de façon indépendante et objective. Elle met en cause l'indépendance de la magistrature nicaraguayenne. Citant les auteurs Manuel Arauz Ulloa et María Asunción Moreno (*Image of Justice: Independance and Associationism in Nicaragua's Judicial System*), il affirme que les magistrats et les juges obéissent moins à la Constitution et à la loi qu'à leurs supérieurs hiérarchiques qui obéissent, à leur tour, aux partis politiques auxquels ils appartiennent. Les Nicaraguayens considèrent que l'administration de la justice est lente, chère, politiquement partisane et juridiquement imprévisible. La justice serait l'institution de l'État pour laquelle les citoyens nicaraguayens ont le moins d'estime.

20. La source affirme que M. Puracal s'est vu refuser dès le stade de la juridiction de première instance le droit d'être jugé par un tribunal impartial et indépendant. Le juge qui l'a jugé, M. Artola Narváez, n'est même pas, selon la source, titulaire d'un diplôme de droit si l'on en croit un document établi par le secrétariat de la Cour suprême. Il ne peut même pas prouver qu'il a acquis trois années d'expérience professionnelle ou exercé pendant deux ans la charge de juge local comme l'exige l'article 137 de la loi organique sur le pouvoir judiciaire. Non seulement il n'avait pas les compétences requises pour être juge, mais il a démontré au cours du procès qu'il n'était ni indépendant ni impartial. Pendant le procès, il a

entretenu de fréquents contacts *ex parte* avec le témoin cité par le ministère public, Byron Stanley Alfaro Traña.

21. M. Puracal a été en outre privé du droit de préparer sa défense et de communiquer avec son avocat après son arrestation et pendant les trois jours où il a été interrogé par la police. Il n'a pas été non plus autorisé à consulter les éléments de preuve à charge ou à décharge que le ministère public avait en sa possession et qu'il n'a pas voulu présenter au cours du procès. Il s'agit dans l'ensemble de documents qui avaient été confisqués par la police dans les bureaux de la société RE/MAX et qui, sinon, auraient pu être utilisés par son avocat. Selon la source, ces documents prouveraient que M. Puracal est entièrement innocent des accusations retenues contre lui.

22. La source estime en conclusion que la détention de M. Puracal est arbitraire pour les raisons suivantes: il a été privé du droit d'être jugé par un tribunal compétent, indépendant et impartial; il a été privé du respect du principe de la présomption d'innocence; il a été privé du droit d'être présenté sans retard excessif devant un tribunal et de bénéficier d'un procès juste en étant privé du droit de contacter un avocat, de préparer et d'exercer comme il se doit sa défense, de communiquer avec son avocat dans des conditions de confidentialité, de prendre connaissance des preuves à charge retenues contre lui, de présenter des éléments de preuve à sa décharge et de consulter les preuves à sa décharge détenues par le ministère public.

Réponse du Gouvernement

23. Le Gouvernement n'a pas fourni le rapport que lui a demandé le Groupe de travail ni demandé une prorogation dans le délai de soixante jours dont il disposait conformément aux Méthodes de travail du Groupe de travail en invoquant toute raison pour laquelle il se trouvait dans l'impossibilité d'envoyer sa réponse. En conséquence, le Groupe de travail rend son avis en se fondant sur les renseignements fournis par la source.

Délibération

24. Il convient de noter que le Groupe de travail ne se prononce ni sur la véracité des accusations que les autorités de l'État du Nicaragua ont émises pour tenter de justifier la mesure de privation de liberté prise à l'encontre de M. Jason Zachary Puracal ni sur la légalité et la pertinence des preuves qu'aurait utilisées le ministère public.

25. Le Groupe de travail note que, lors de l'arrestation de M. Puracal, un mandat émanant d'une autorité compétente n'a pas été présenté pour cette raison que cet acte n'a été émis que le jour suivant. De même, les autorités de police ont procédé à la perquisition du domicile et du bureau du détenu sans le mandat requis. Ce n'est que trois jours après l'arrestation de M. Puracal que le Procureur l'a accusé, ainsi que 10 Nicaraguayens, des délits de trafic international de drogue, de blanchiment d'argent et d'association avec le crime organisé. La source affirme que le plaignant ne connaissait pas ces personnes.

26. La source affirme que la législation nicaraguayenne interdit qu'un prévenu soit maintenu en détention pendant plus de six mois sans être présenté devant un tribunal. De fait, le plaignant a été présenté devant un tribunal neuf mois après son arrestation. À l'issue du procès, M. Puracal a été condamné à une peine de vingt-deux années d'emprisonnement pour les délits de blanchiment d'argent, de trafic international de drogue et d'association avec le crime organisé.

27. Le juge du fond a rejeté dans un premier temps le recours présenté par la défense, mais il l'a en définitive examiné.

28. La source prétend en outre que les éléments de preuve présentés par la défense n'ont pas été acceptés et que M. Puracal n'a pas pu contacter rapidement un avocat au cours des

premiers interrogatoires auxquels il a été soumis. La source prétend en outre que les entretiens entre le détenu et son avocat ont lieu, à l'heure actuelle, en présence de fonctionnaires publics.

29. Les faits décrits plus haut constituent une violation des droits consacrés dans les articles 8 à 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le paragraphe 3 de l'article 2, l'article 9, dans le paragraphe 2 a) de l'article 10 et dans l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques auxquels la République du Nicaragua est partie.

30. Le Groupe de travail estime qu'il ressort des renseignements fournis par la source et du silence du Gouvernement face aux allégations qui lui ont été transmises, que le procès a été entaché de vices graves tels que l'arrestation de M. Puracal et la perquisition de son domicile sans une quelconque décision judiciaire, le fait qu'il n'a pas été informé en temps opportun des délits qui lui étaient reprochés et le fait qu'il n'a pas eu la possibilité d'exercer un recours utile contre sa détention. Tout cela donne à la privation de liberté de M. Puracal le caractère d'une mesure arbitraire relevant de la catégorie III des Méthodes de travail du Groupe de travail.

Avis et recommandations

31. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Jason Zachary Puracal est arbitraire et relève de la catégorie III des Méthodes de travail du Groupe de travail.

32. En conséquence, le Groupe de travail recommande à la République du Nicaragua de procéder sans attendre à la libération de cette personne, à titre définitif ou provisoire, si elle estime nécessaire d'ouvrir un nouveau procès respectant pleinement les garanties de procédure et de droit reconnues dans les instruments internationaux en vigueur au Nicaragua, sans préjudice de l'indemnité qu'il convient d'attribuer pour les dommages causés à cette personne.

[Adopté le 4 mai 2012]